

PAS D'OFFENSIVE OUVRIÈRE DÉCISIVE

contre le Patronat
et le Gouvernement

vendus

aux Américains

SANS UNITÉ D'ACTION A LA BASE

La Comédie
électorale

2^e TABLEAU

LES élections cantonales se dérouleront au scrutin majoritaire à deux tours. Information sans intérêt pour tous ceux, et ils sont plus nombreux qu'on ne croit, qui se désintéressent de la situation politique pour se consacrer à la lutte sociale. Cependant, puisque les intéressés nous entraînent sur ce terrain, prenons position : première constatation, tous les partis, sans exception, vont à ces élections cantonales avec la crainte que la période électorale du 7 au 14 octobre enregistre un échec cuisant. Depuis 1945, la S.F.I.O. a perdu 50 % de ses électeurs et 80 % de ses militants. « Elle continuera », déclarent les chroniqueurs parlementaires. Les M.R.P., s'ils escomptent la victoire, tremblent cependant devant les conséquences de l'opération « Bataille scolaire ». Le R.P.F. de son côté, pour limiter les débâcles, s'aligne aux indépendants, aux « agraires » et au R.G.R. Les radicaux, eux, ont peur des conséquences de leur lâcheté laïque alors que les staliniens, allant seuls « au combat », redoutent moins la coalition des partis que le dégoût populaire pour les simagrées électorales. Tous les candidats savent que les promesses du 17 juin n'ont pas été tenues. Les électeurs ne doivent pas l'oublier et, au reste, la situation sociale se charge de le leur rappeler tous les jours.

L'événement électoral est maître d'importance, visiblement. Les abstentions, même sans intervention extérieure, ne peuvent que croître. On comprend donc tout l'effort que la bourgeoisie demande aux antiparlementaires pour transformer, aux yeux de tous, cette comédie parlementaire en tragédie pour tous les politiciens !

Autour de nous, dans les chantiers, les usines, les bureaux, les écoles, les écoles et les universités, les docks et les entreprises, dans les villes comme dans les campagnes, émettons vigoureusement notre message révolutionnaire :

TRAVAILLEURS, NE VOTEZ PAS. VOTER C'EST CAPITULER. S'ORGANISER ET AGIR, C'EST VAINCRE ! SEULE L'ACTION UNIE DU PEUPLE PEUT METTRE EN TERME A LA POLITIQUE DE MISÈRE ET DE GUERRE DÉFENDUE PAR TOUS LES PARTIS.

R. SAINT-JACQUES.

CAMARADES.

Le verdict du procès intenté à Fontenis par Jules Moch condamne notre camarade à une forte amende. Appel est fait à la solidarité de tous. Une souscription est ouverte afin de couvrir cette amende.

Adresser les fonds à Yvonne Lannen, 34, rue Pierre-Gréner, E. 12, Boulogne-Billancourt, C.C.P. Paris 8172-98.

LE PROBLÈME DE L'APPRENTISSAGE

L'homme et son métier

TROP de jeunes, trop de familles voient la fin de la scolarité obligatoire comme la fin de toute liberté. Trop souvent, l'enfant de quatorze ans sortant de l'école se met à faire du cartonage, à remplir des boîtes de gâteaux, à faire du bobinage, bref, s'attelle à une tâche de manœuvre. Souvent, la situation matérielle est si pénible qu'elle ne laisse pas la possibilité d'un choix. Aussi ce n'est pas à ces cas que nous nous adressons. Ceux-là sont les victimes de la société telle qu'elle est avec toutes ses injustices.

Mais souvent ce sont les jeunes qui, révoltés comme le sont tous les jeunes, aspirent à un gain rapide, symbole de l'indépendance. L'école leur a paru être une prison où l'on exigeait d'eux des efforts sans intérêt ; ils ressentent la famille comme une autre prison ; il y a dans un avenir proche le service militaire pour les garçons, le mariage pour les filles, et pendant quelques années la seule évasion qui paraît possible pour avoir le droit de fumer ou de sortir avec les copains, c'est le travail.

Souvent aussi, les parents, trop conscients du sacrifice qu'ils font pour faire continuer les études à leurs enfants, exigent d'eux une forte contrepartie. Ils ont travaillé tout jeune et la privation de l'enfant qui étudie leur paraît si grande que celui-ci devrait être très intelligent, très reconnaissant, très affectueux, très

docile... une quasi perfection ! Cette rançon du sacrifice familial devient si souvent insupportable que l'enfant se met à détester l'école et aspire au travail rémunérateur et, encore ici, à l'indépendance.

Parmi ceux qui continuent leurs études, nous ne parlerons que des écoles professionnelles car, pour les autres, les problèmes sont plus complexes et nous intéressent moins directement.

Baisse de forme ? Par contre, il nous fait part d'une passion que nous ne lui connaissions pas :

« Je suis sensible aux noms, j'ai l'onomatopée dans la peau. Des gens qui s'appellent Roussin

Pour les jeunes apprentis, les écoles professionnelles, que ce soient les Centres d'apprentissage, les Collèges techniques, les Centres de formation accélérée, sont le moyen de parfaire l'instruction générale, de donner les éléments techniques et la maîtrise manuelle du métier choisi.

G. BERNIER.

(Suite page 4, col. 2.)

CHEZ LES AUTRES...

CHEZ LES NAZIS

RIVAROL (27-9-51)
Il y a des gens sales qui écrivent sur les murs des chloïtes. M. Paraz trace ses graffiti dans « Rivarol ».

Esprons que ça lui portera bonheur. (Allons, bon, voilà que je vais encore choquer M. Dutourd.)

Dans son article, notre puits-de-science ne s'en prend qu'une seule fois aux illettrés.

Baisse de forme ? Par contre, il nous fait part d'une passion que nous ne lui connaissions pas :

« Je suis sensible aux noms, j'ai l'onomatopée dans la peau. Des gens qui s'appellent Roussin

et Ducreux ne peuvent avoir de fantaisie. »

Il est toujours intéressant de connaître les goûts (1) d'un individu qui écrit dans un torchon où kollaborent des farceurs qui ont nom : Blondin, Manouvrier, Otto Skorzeny (oui, oui, le vrai), Brigneau, Petry, Ch. E., Hagard du Monticou, Adolf H. et Benito M. (pour ces deux derniers, collaboration infuse seulement).

Sans oublier le dénommé Guernec qui, avant de rédiger en chef dans ce... disons torchon, pour éviter les répétitions, travaillait à « France Dimanche ». Ça ne prouve rien ? Il est vrai

qu'il aurait pu venir du « Hérissou » ou de « Astres ».

Ce Guernec, donc, pleurniche tout au long des sept colonnes de la dernière page (et « Rivarol » tire sur grand format) : figurez-vous qu'il a été mis en quarantaine au Congrès de la Fédération Nationale de la Presse, par les 300 représentants de la presse.

Comme il faisait mine de ne pas comprendre, on lui a expliqué qu'il allait se faire abîmer le portrait, s'il s'obstinait.

Alors, il est parti... écrire son article, qui se résume en ceci :

« Et la liberté, alors ? » Avec l'ardeur du néophyte, il en a mis partout, M. Guernec, de la liberté des noms propres.

Liberté de la presse, liberté... liberté... Le vocabulaire de « Rivarol » s'enrichit.

Mais ce n'est pas tellement cela qui m'a frappé dans cette histoire, c'est que, dans une assemblée de 300 représentants de la presse française, M. Guernec ait été mis en quarantaine, seul.

Il n'y avait donc qu'un seul s'laud dans la salle ?

(1) Pour les « illettrés » et autres « analphabètes », et aussi pour ceux qui n'ont pas les gros Larousse sous la main, l'onomatopée est la science

mis partout, M. Guernec, de la liberté des noms propres.

Comment vivre?

CEUR « qui n'ont pas les moyens » sont perpétuellement obsédés par le souci de trouver de la subsistance. Non pas que chacun, actuellement, « crève de faim », mais bien parce que le maintien du niveau de vie, si maigre soit-il, se voit déjà remis en question. « Combien faudra-t-il « faire » d'heures de travail dans six mois ? Comment arrivera-t-on à renouveler ses vêtements, déjà si coûteux ? Comment espérer se procurer enfin un logement convenable, assurer des conditions de vie valables à ses enfants, alors que les prix montent sans cesse et sont déjà inabordable ? Autant de problèmes, autant d'obsessions ! Et ne faut-il pas se soucier aussi des hausses sur les tarifs de transport (métro, tramways, autobus) ? Ne doit-on pas prévoir, de plus, la majoration du prix du tabac, de la boisson, des timbres-poste même ? Peut-on, enfin, négliger le problème des impôts à acquitter ? Tout cela forme une totalité pesante difficile à supporter pour tous ceux qui inquiètent les rumeurs de guerre, le fracas des divers ultimatum diplomatiques et quel est le travailleur que les atteintes à la paix et à la liberté n'éprouvent pas ?

Au total, écrasés par le poids d'une situation hostile, les hommes, de plus en plus, ne savent plus à quel bloc, à quel parti, à quel syndicat se vouer. Tout semble irrémédiablement compromis au peuple écouré, sceptique quant aux possibilités de salut. Ce désespoir généralisé, le terme n'est pas trop fort, rend les masses laborieuses cyniques et oriente certains de leurs éléments vers les solutions totalitaires, solutions « de facilité » pensent-ils. D'où la désaffection du peuple à l'égard des réalités sociales, d'où son « apathie » tant exploitée comme excuse à l'inaction des lâches et des « débrouillards ». Les partis ? Leur procès n'est plus à juger : tous sont dirigés par des castes de bureaucrates avertis, avides de privilèges. Les syndicats ? Ils végètent dans l'impuissance pour ne pas vouloir déclencher d'actions révolutionnaires, unissant tous les travailleurs dans un même élan contre l'Etat, le Patronat, la Hiérarchie. L'époque est à l'obscurantisme politique : les hommes d'Etat se font adorer par les foules ; le mysticisme religieux refait une entrée triomphale : l'école est livrée aux curés. Comment en sortir ?

Revendiquons-nous seulement des salaires plus élevés ? Oui, si nous voulons nous laisser duper à nouveau par les hausses des prix ! Ferons-nous confiance à l'Etat pour maintenir la paix ? Oui, si nous voulons la guerre. Laisserons-nous aux flics et aux cléricaux le soin de nous enseigner leur « liberté » ? Encore oui, si nous désirons l'esclavage ! Mais que ferons-nous pour échapper progressivement à la misère, à la guerre, à la répression ?

(Suite page 2, col. 4.)

Claude LERINS.

VOLONTE OUVRIERE



« L'échelle mobile est une véritable folie. On ne peut pas continuer indéfiniment à faire des pigures de morphine au pays et à ériger l'inflation en institution permanente ». Voilà ce que déclare, prêt à laisser mourir le « pays » de sa belle mort, le nommé Edgar Faure, membre du gouvernement Plevin. Que propose ce docteur « tant-pis » pour résoudre la question sociale ? Une ferme politique de défense nationale (impôts de guerre) et d'économie cohérente (blocage des salaires). Belles paroles, d'une franchise déconcertante, révélatrices des intentions du gouvernement de vie chère qui est le « nôtre » en ce moment. En voici la preuve :

Réuni le 27 septembre sous la présidence de Plevin, un conseil interministériel économique a pris des décisions « courageuses » : il sera alloué aux engrais, céréales, sucres coloniaux et au papier journal, des subventions insuffisantes qui provoqueront à brève échéance la hausse massive du papier journal, des céréales (seigle, orge, avoine), du sucre et des engrais, cette dernière hausse se répercutant sur l'ensemble des prix agricoles...

Mais il y a plus, les décisions de l'équipe Plevin sont également d'un autre ordre : le prix du charbon sera majoré pour compenser l'importation des « combustibles minéraux solides » en provenance des U.S.A., venant combler la pénurie de charbon consécutive à la fermeture « Schuman » des puits de mines en France. Par conséquent, acier, gaz, électricité, vont voir leur prix se majorer, ce qui entraînera la hausse de tous les prix des produits industriels (autos, machines diverses, casseroles, etc.). Enfin, des opérations « caleçons » et « godillots » prévues pour provoquer la baisse sur les textiles et les chaussures sont remises à des dates ultérieures. Toutes ces initiatives introduisent également un relèvement des impôts sur les salaires, relèvement rendu « indispensable », paraît-il, par « l'obligation » de hâter le réarmement. Les ministres, on le voit, ont pensé à tout, même à proclamer que « l'échelle mobile est une folie », comme le déclare le très radical Edgar Faure. Peut-on se rendre à leurs raisons ?

Question superflue. Il est tellement évident que les travailleurs ne peuvent plus, même le voudraient-ils, se laisser exploiter davantage, qu'une seule réponse à Plevin est possible : le combat revendicatif général, unitaire, décisif, pour mettre un terme aux prétentions gouvernementales, pour exiger que l'on fasse enfin droit aux légitimes revendications des classes laborieuses. Est-il trop tard ?

(Suite page 2, col. 2.)

Charles DEVANÇON.

L'univers diplomatique et la Paix

LES grandes manœuvres du Hanovre, les exercices aériens « Cirrus » et terrestres « Jupiter », parallèlement à l'entraînement de plusieurs armées soviétiques en Allemagne Orientale, démontrent d'une manière péremptoire, mieux que n'importe quel slogan de propagande, le climat belliqueux qui règne en cette fin proche de l'année 1951. Sans doute, le vrombrissement des chasseurs en rase motte et le bruit des chars camouflés de feuillages n'exaltent pas l'enthousiasme des foules qui comprennent que ce sont là des engins de mort !

Mais que pèse actuellement la volonté des foules françaises, allemandes, belges, italiennes et... soviétiques, pour ne parler que de l'Europe, dans l'immense engagement des deux grands leaders universels ?

Les statistiques américaines parlent d'une production prévisible et annuelle de 100.000 avions et de 50.000 chars et l'énoncé de guerre soviétique ne perd pas son temps malgré les jactances de la Pravda au sujet du programme pacifique de transformation « socialiste » de la nature !

La diplomatie poursuit son jeu de pendule relayée par la force militaire

CONFERENCE A QUATRE

Les journaux atlantiques parlent d'une conférence à quatre en Allemagne sous initiative soviétique... Que pourrait-il sortir d'une conférence éventuelle, sinon une accentuation de la guerre des nerfs, par le fait que, suivant le droit atlantique, les 40 millions d'Allemands du secteur Adenauer donnent plus de droits politiques que les 18 millions du secteur Grotewol ?

LE PETROLE

En Iran, l'impérialisme anglais subit le coup de grâce. L'argent des pétroles persans restera désormais dans les caisses du Trésor de cet Etat et les masses déguenillées qui considèrent les installations d'Abadan comme la même céleste n'en seront pas moins sous-alimentées pour cela, malgré les larmes diplomatiques de Mossadegh.

COREE

En Corée, la désolation de la terre labourée par les chars, la mort de plus d'un million de civils dans les conditions les plus atroces (napalm, faim, froid), l'équilibre des forces militaires comme le montre Kaesong et la modernisation (par radars, tanks modernes, canons anti-)

ZINOPoulos.

(Suite page 2, col. 6.)

37 Mouvements constituent les "forces libres de la Paix"

Réunis pour la première fois en congrès à Paris, les délégués de 37 mouvements pacifistes, fédéralistes et mondialistes ont décidé de coordonner leurs efforts au sein d'un nouvel organisme dénommé « Forces Libres de la Paix ».

Au cours des deux journées de débats ininterrompus, les congressistes, désireux de mettre fin à l'éparpillement des forces pacifistes, mirent au point une charte, un programme d'action commune, un appel aux travailleurs de toutes opinions, textes qui furent adoptés à l'unanimité. Les points abordés sont multiples : refus absolu de se soumettre aux menées des deux blocs impérialistes, par le recours à la grève et à tous autres moyens efficaces ; agitation sociale pour la cessation immédiate des hostilités présentement engagées ; lutte contre le colonialisme et l'impérialisme dans toutes leurs manifestations ; rassemblement mondial de toutes les forces populaires non inféodées aux deux blocs et reconnaissant la faillite des gouvernements à maintenir la paix ; opposition active au militarisme ; étude commune des structures sociales pouvant assurer une paix juste et durable.

Un Conseil Exécutif de 11 membres fut élu, parmi lesquels nos camarades Devançon, Lecoin et Laisant.

Le « Libertaire » soumettra prochainement le programme d'action élaboré pour les « F. L. P. », à ses lecteurs.

LE CALVAIRE NORD-AFRICAIN

VALETS DU BOURREAU

CEPENDANT qu'à Lyon les travailleurs, malgré la mise en scène stalinienne, manifestent leur solidarité aux 14 Algériens de chez Landy, qui passent en jugement pour faits de grève, il se trouve des individus et même des journaux pour ironiser sur le fait suivant :

Le colonialisme français est responsable de la mort de 90.000 Malgaches, de 45.000 Algériens, de 17.000 Africains et cela en l'espace de 5 ans !

« Juvenal », organe de chantage de la haute finance, se place en particulier au premier rang de la presse colonialiste à gages. Cyniquement, cette feuille se lamentait sur le sort des Français établis aux colonies pour exploiter sans vergogne les indigènes, « Juvenal » interroge : « que veut-il faire (le gouvernement fran-

ABSTENTION ACTIVE

AUX ELECTIONS

décident les Algériens

La délégation permanente du M.T.L.D. à Paris informe que le M.T.L.D., l'U.D.M.A. et les oulémas ont publié une déclaration commune annonçant leur décision d'observer une abstention active lors des élections cantonales.

nal » précise sa « position ». Voyez plutôt :

« Les populations françaises établies en Afrique du Nord traversent une période de découragement et d'angoisse. Elles se sentent abandonnées, livrées à leur sort malheureux. Les lettres que nous recevons du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie, rendent le même son, expriment la même inquiétude, la même révolte. Nos correspondants voudraient connaître les intentions, sinon la politique, du gouvernement français. Mais la Quai d'Orsay, tout comme Matignon,

Saïl, MOHAMED.

(Suite page 2, col. 5.)

BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

La marée cléricale

Nous disions la semaine dernière que les cléricaux, aidés en cela par de multiples amis, ont saisi la première manche de la « bataille scolaire ». Mais il ne s'agit là que d'une première manche et l'avenir réserve sans doute des surprises. Il faut maintenant lutter contre la loi Baranès.

Voilà le curé-lot : c'est un comble ! Les hommes ont une fâcheuse tendance à aller vers les plus forts. Les curés, l'athlète de Pigale, viennent de faire une belle démonstration de force. Ils redressent la tête, ils viennent de toucher un fameux denier du culte dont ils n'avaient nullement besoin.

Cela n'empêchera pas d'ailleurs les instituteurs dits « libres » d'être toujours autant exploités, car s'il est une profession où l'on mange de la vache enragée c'est bien celle-ci.

Mais revenons à la loi Baranès. Que va faire le S.N.I. ?

Cette fois il a l'air décidé à réagir fortement. A l'Assemblée, dans le n° de « L'Ecole Libératrice » du 27 septembre

1951, fait le point. Il envisage les moyens d'action.

Au sujet de la grève il dit entre autres :

« Une telle grève, lorsqu'elle aura lieu, ne constituera pas un « baroud d'honneur », elle s'inscrira dans la gamme des mesures décidées en accord avec le Comité national de défense laïque pour atteindre notre objectif commun ».

La grève ne doit pas seulement être une protestation, elle doit prendre un caractère offensif.

L'action doit être vivement menée, tous les moyens sont bons, les camarades de l'école émancipée, les éducateurs libérés, les instituteurs doivent donner à ce mouvement tout son sens.

Nous saurons employer « l'intransigeance, la ténacité et l'audace dans le choix des moyens ».

Le conseil national du S.N.I. ne se réunira que le 11 octobre, c'est un peu tard.

L'action méritait d'être engagée plus tôt. Elle ne peut être efficace que si elle rassemble une majorité d'instituteurs et une partie de l'opinion publique.

Quoi qu'il en soit, nous saurons mener le combat. Nous saurons convaincre la masse des indécis — c'est le plus grand nombre. Le destin des enfants dépend de notre vigilance.

Grèves scolaires

La grève des instituteurs de l'enseignement secondaire et supérieur est toujours en question. Le ministre de l'É.N. se dément pour contre la décision des enseignants : flagrant, promesses menaces sont prodiguées. Finalement, pour briser les grèves prévues, M. André Marie a réuni au ministère de l'Éducation Nationale les hauts fonctionnaires de son département, ainsi que M. Samson, président de la Fédération des parents d'élèves des lycées et collèges, pour mettre au point l'organisation de la surveillance des épreuves.

On envisagerait de confier cette tâche à des instituteurs de confiance.

Depuis que Charles Rousseau, candidat à la députation du Comité d'agitation universitaire, se montre sensible à l'affectueuse compréhension à lui consentie par le ministre, les universitaires n'ont pas encore osé rapporter leur décision de grève, timidité ou terreur ? Le jugement est difficile à prononcer : toujours est-il que dans un communiqué, la section du Syndicat des instituteurs (autonomes) invite ceux-ci à participer à la grève des examens en s'abstenant de répondre aux convocations des examens primaires (B.E., B.E.P.C., Brevets techniques, Examens d'entrée à l'E.N.).

Grâce ou soumission. Eché des enseignants qui parlent trop « hiérarchie » pour être honnêtes et succés des « enfants de Marie » ? Le proche avenir nous renseignera. D'ici là, conseillons la modestie aux « laïcs ».

L'HUMOUR ROUGE...

REX SIMPITERNUS

...ET NOIR

Poursuivant inlassablement un effort qu'on ne louera jamais assez, le pape Pie XII vient, par l'encyclique « *Sempiternus Rex* », de célébrer le cinquantième centenaire du concile de Chalcédoine, en l'honneur duquel il a condamné l'une des hérésies les plus

haïssables de l'Eglise : celle des monophysites, partisans d'Eutychès.

A vrai dire, cette hérésie n'a point disparu complètement, puisque l'Eglise arménienne, l'Eglise copte et l'Eglise syrienne, en l'honneur de leur saint, en Syrie, en Egypte, en Arabie, etc., ont importé, elle est condamnée, excommuniée, maudite, et le pape, entre deux appels à l'union des chrétiens et deux prières pour la réconciliation des églises, a pris plaisir à rappeler que la sinistre hérésie, viciée, par une loi, depuis 1500 ans, retranchée de son corps de membre pourri, le monophysisme, exactement comme le parti communiste « *kominform* » a su s'adapter.

Eglise matérialiste condamnée, un schisme profane — du « jétisme » yougoslave, ainsi que d'un membre grenégé.

Les monophysites étaient des disciples d'Eutychès soutenus par Dioscore, patriarche d'Alexandrie, qui prétendaient que, seule, la nature divine existait en Jésus-Christ, à l'exclusion de la nature humaine. Ils ont été condamnés par le concile de Chalcédoine en 451. La divagation de leur foi ! Peut-on raisonnablement affirmer une chose aussi manifestement fautive, alors que tout — à commencer par le témoignage de Léon le Grand — démontre l'union des deux natures en Christ ?

Mais ce qui fait mentir, ô combien ! les colonnades répétées sur le prétendu obscurantisme du moyen âge et sur le peu de science des hommes d'autrefois, c'est en 451, il y a exactement quinze siècles, que le concile de Chalcédoine énonça l'une des vérités les plus fondamentales de la doctrine et de la connaissance humaines.

Dès cette époque si éloignée de nous, et que nous avons tendance à considérer comme barbare, l'union des deux natures dans le Christ était connue, révélée, proclamée ! L'ignorance était vaincue sur un mystère capital, le vrai était venu sur une certitude essentielle ! et l'on ne peut s'empêcher de frémir à la pensée qu'une date aussi importante, un fait aussi aveuglant, n'est même pas enseigné sur les bancs de l'école laïque ! Vite, une subvention ! qu'on fasse distribuer dans toutes les écoles de la République l'Angélique « *Sempiternus Rex* » imprimée sur Jésus, naturellement !

Pierre-Valentin BERTHIER.

Ceux qui trahissent l'enfance

(Suite de la première page)

raient-ils subvenir à tous les frais qu'occasionne la rentrée des classes ? Vêtements, cahiers, matériel scolaire, etc. ? Leur leur prix se majorerait très fortement et croit-on que le salaire de base Pleven (100 fr. de l'heure) suffira à payer tout cela ? Pleven lui-même n'oserait se prononcer là-dessus. Aux travailleurs donc, sans rien attendre de la bonne volonté gouvernementale, d'exiger leur dû, le fruit de leur labeur ! A nous d'inscrire dans nos objectifs revendicatifs la satisfaction des nécessités scolaires.

La rentrée des classes rend encore plus aiguë la crise permanente que subissent les classes laborieuses, elle doit, par compensation, rendre plus énergique leur combat d'unité. La Fédération Anarchiste y œuvrera.

10^e REGION — Tous les dimanches, vieille Bourse du Travail 42, rue Lalande de 10 h. à 12 h.

11^e REGION — Tous les dimanches, 16, rue des Orangers.

12^e REGION — Tous les dimanches, 16, rue des Orangers.

13^e REGION — Tous les dimanches, 16, rue des Orangers.

14^e REGION — Tous les dimanches, 16, rue des Orangers.

15^e REGION — Tous les dimanches, 16, rue des Orangers.

16^e REGION — Tous les dimanches, 16, rue des Orangers.

17^e REGION — Tous les dimanches, 16, rue des Orangers.

18^e REGION — Tous les dimanches, 16, rue des Orangers.

19^e REGION — Tous les dimanches, 16, rue des Orangers.

20^e REGION — Tous les dimanches, 16, rue des Orangers.

21^e REGION — Tous les dimanches, 16, rue des Orangers.

22^e REGION — Tous les dimanches, 16, rue des Orangers.

23^e REGION — Tous les dimanches, 16, rue des Orangers.

24^e REGION — Tous les dimanches, 16, rue des Orangers.

25^e REGION — Tous les dimanches, 16, rue des Orangers.

26^e REGION — Tous les dimanches, 16, rue des Orangers.

27^e REGION — Tous les dimanches, 16, rue des Orangers.

28^e REGION — Tous les dimanches, 16, rue des Orangers.

29^e REGION — Tous les dimanches, 16, rue des Orangers.

30^e REGION — Tous les dimanches, 16, rue des Orangers.

COMMENT VIVRE ?

(Suite de la 1^{re} page)

Le combat qui demande à être mené par les travailleurs est le combat révolutionnaire. Déclenchons la revendication à outrance pour des salaires décent, mais ne nous laissons jamais lacer par les dispositions gouvernementales. Organisons la grève, mais faisons tout pour cimenter en même temps l'unité ouvrière à la base sur des objectifs communs. Prenons position contre les deux blocs impérialistes en présence, mais ne limitons pas notre action à des paroles. Sachons aussi combattre l'Eglise et les partis autocrates par des discours. Réalisons que toutes ces luttes ne deviendront rentables que si les travailleurs ont enfin la volonté d'en finir une fois pour toutes avec les causes de leur malheur : ni l'Etat, ni le patronat, ni l'Eglise ne peuvent rien pour améliorer le sort du peuple. Il n'est pas de sauveur suprême, il n'est plus de remède partiel. D'où l'espoir est-il alors susceptible de venir ?

L'espoir d'une vie meilleure, dans la paix et la liberté, est en nous-mêmes, en tous les travailleurs, vraiment écœurés des conditions de vie qui leur sont faites. Le combat quotidien exige d'être mené vigoureusement, avec la claire conscience qu'une transformation sociale profonde, intégrale peut seule apporter un changement réel. Or, cette Révolution que prône la Fédération Anarchiste ne peut être le fruit d'une action ouvrière réaliste, persévérante, courageuse, l'unité ouvrière susceptible de cimenter l'unité ouvrière capable de mettre en question les fondations du régime actuel ne doit être négligée. Au contraire, les révolutionnaires se doivent d'être à l'avant-garde du combat revendicatif, antivergiste, antibourgeois, même si les objectifs de la communauté ouvrière sont encore bien timides. A nous précisément d'élargir les offensives ouvrières, de débattre, au cours même de la lutte, les « chefs » politiques et syndicaux, de durcir la volonté unitaire des travailleurs.

Partout où les travailleurs engagent les luttes, que ce soit dans les chantiers ou les usines, les mines ou les bureaux, qu'il s'agisse de combats particuliers ou de combats généraux, d'actions antivergistes ou d'actions antibourgeoises, les Anarchistes seront présents et actifs pour mener le vrai combat, le combat révolutionnaire. Certes, cela exige des militants anarchistes un déploiement d'effort, de patience, de fermeté exceptionnelles, mais, indiscutablement, ils détiennent un atout sérieux : la connaissance effective des maux qui rongent le peuple, leur origine, et la solidarité passionnée qu'ils éprouvent pour leurs camarades de la lutte et de l'exploitation. LA PREUVE AU JOURD'HUI EST FAITE : les militants anarchistes ne peuvent pas être seuls dans la lutte, la vérité est de leur côté, tous les hommes de bonne foi seront bientôt avec eux. Fidèles à leurs principes, ouverts à l'expérience sociale quotidienne, avec le peuple, ils vaincraient.

Claude LERINS.

FEMMES D'AUJOURD'HUI

Courrier du cœur

L'ISE-VOUS « Elle », « Marie-France », et tous ces journaux féminins à grand tirage ? Ne dites pas non d'un ton méprisant : nous auriez tort. Il faut les lire ne serait-ce qu'une fois pour voir ce qui se lit, ce qui se vend.

« Dois-je écrire à un jeune homme rencontré tel jour à telle heure ? ».

« Je n'aime plus mon mari. Dois-je, puis-je le quitter ? ».

La vilaine fiancée abandonnée le vaillant volontaire parti en Indochine car il a perdu un bras et une jambe pour la France et voici un chœur de reproches venant de cœurs bien français qui renient cette femme infidèle.

Les femmes trompées, les maris (car « eux aussi nous écrivent ») bouleversés, tout ce monde demande conseil avec des pseudonymes touchants, avec beaucoup d'ailles brisées.

Il y a plus. Il y a la secrétaire qui rencontre le bon patron qui lui offre le paradis, la femme encainte abandonnée par le suicide qui retrouve un père pour son enfant à naître ou à peine né en la personne du médecin plein de compassion, il y a l'accès à la richesse pour les pauvres honnêtes et bons, le mauvais destin pour les méchants. Tout le monde y est bien récompensé et puni. Tout cela tourne rond. On conseille aux femmes trompées de pardonner noblement. On console les abandonnées car tout s'oublie si vite ! Quel monde calme et reposant !

G. B.

LE CALVAIRE NORD-AFRICAIN

(Suite de la page 1) garde le silence. Ils ne savent pas quoi faire. La menace entoure les familles françaises installées dans les campagnes, dans les petits villages. Le gouvernement, hélas, n'a pas la possibilité, ni le courage, de les rassurer.

Sait-il seulement ce qu'il veut ? Il porte sur ses faibles épaules une très lourde responsabilité.

Certes, tout n'est pas perdu. Il pourrait tenter de limiter les dégâts, de remonter le courant. Mais il y a plus de temps à perdre, plus de fautes à commettre, et il faut faire vite. On ne lui demande que de se montrer juste et ferme.

De faire preuve de clairvoyance et d'autorité. De donner la réplique qui convient à une campagne de dénigrement systématique, de changement outrancier, et de menaces ouvertes.

Vertueux verbiage ! Mais pourquoi cette explosion de haine ? demandera le lecteur ébahi par ce recours à l'autorité coloniale. Uniquement parce qu'un leader colonial a prononcé publiquement quelques paroles courtoises, paroles que nous ne renions pas, en ce qui nous concerne. Bourguiba, leader du néo-destour marocain, déclare, en effet, ceci :

« Les peuples de l'Afrique du Nord » subissent, sans recevoir d'aide, la domination coloniale la plus cruelle et la plus avide que le monde ait jamais vue ».

Le leader néo-destourien a affirmé que « L'Afrique du Nord, en fait, n'a été libérée que dans les communications allées » et que « Encouragés d'abord par le retour de l'Afrique à ses affaires intérieures, et plus tard par la rivalité entre l'Empire russe et les Etats-Unis, la France a établi son joug colonial complet et sans pitié. En Algérie, notamment, la répression est aussi quotidienne que notre pain quotidien ».

On comprend maintenant pourquoi les assassins colonialistes ne pouvaient admettre sans réagir ce crime de lèse-bourgeoisie que constituent les paroles prononcées. On sait aussi, maintenant, quelle est la couleur de l'argent que touchent les rédacteurs de « Juvénal » ; il

N.B. — Avis aux lecteurs : tous documents et articles pour la présente rubrique doivent être adressés à Saïl Mohamed, commission anticolonialiste de la F.A., correspondant du Mouvement libératoire nord-africain en France. Pour l'Afrique du Nord, écrire au M.L.N.A., 6, rue du Roussillon, Alger.

Des tracts concernant les Nord-Africains se trouvant dans la Métropole peuvent être retirés au 145, quai de Valmy, Paris (10^e), par les militants et sympathisants.

La Paix

(Suite de la 1^{re} page)

tiariens), des moyens de lutte sino-corréens alternant avec le voyage-éclair de Bradley, préfigurent une reprise plus brutale des opérations, les positions diplomatiques étant inconciliables sur le partage du Japon et de la frontière sibérienne et mandchoue.

INDOCHINE

En Indochine, la guerre des bases rend soudainement le maintien de l'exploitation colonialiste des matières premières et de la main-d'œuvre. Le voyage de de Lattre de Tassigny, à Washington le 19 septembre prépare l'apport américain en matériel de guerre et par conséquent un renforcement militaire dans tout le Sud-Est asiatique.

OTTAWA

Et comme couronnement de cette entreprise en chaîne d'ordre stratégique, après le traité de paix japonais et la consécration militaire du bastion nippon, la conférence d'Ottawa, réunissant les 12 pays atlantiques, a délaissé le terrain pour une répartition (selon l'importance économique des Etats) des charges militaires.

LE 3^e FRONT REVOLUTIONNAIRE SEULE ISSUE

Nous en sommes là. Que font, en attendant, les travailleurs de l'Europe et d'ailleurs ? Vont-ils attendre que la solidarité d'une armée européenne dans une troisième guerre fasse mûrir les germes d'une solidarité prolétarienne et mondiale ?

Vont-ils attendre que les bombardements atomiques anéantissent les villes pour être certains que l'horreur d'une guerre moderne n'empêchera pas la guerre d'être s'ils ne s'opposent pas à sa marche diplomatique et économique dès maintenant ? Vont-ils persister à se laisser cloisonner dans des limites géographiques que la préparation à la guerre fait reculer, alors que plus que jamais l'internationalisme ouvrier doit souder ses énergies pour promouvoir une vaste entreprise de « neutralisation » des forces impérialistes, américanistes et staliennes ?

Plus que jamais, le 3^e FRONT REVOLUTIONNAIRE INTERNATIONAL constitue le seul rempart efficace contre les machinations militaristes tramées dans les états-majors des deux leaders.

Plus que jamais, les travailleurs d'Europe qui représentent une masse de 300 millions d'individus évolués portent en eux leur propre sort et le secret de la paix et de la guerre.

Avant qu'il soit trop tard, que, des réflexes sortis des profondeurs de l'instinct de conservation populaire, naisse ce 3^e Front qui pourrait être fort de toutes les ressources morales et matérielles que les travailleurs donnent, aujourd'hui, aux deux blocs.

B. OAVAN.

Fédération Anarchiste

La Vie des Groupes

1^{re} REGION

LILLE. — Pour le Service de librairie, écriture ou voir Georges Laureys, 80, rue Francisco-Ferré à Fives-Lille (Nord).

2^e REGION

SACCO ET VANZETTI (Paris V^e et VI^e) : Pour contacts et renseignements sur le nouveau cycle de conférences (1951-1952). Ecrire 145, quai de Valmy, Paris, qui transmettra (inter-fac invitée). Réunion du groupe à 21 heures. Réservez aux adhérents, salle des Sociétés savantes le 4 octobre.

PARIS XIV^e

Réunion du groupe tous les mercredis : local habituel.

MONTREUIL-BAGNOLET

Réunion tous les mercredis à 20 h. 45, au café du Grand Café, 171, rue de Paris (métro : Robespierre).

3^e REGION

REIMS. — Réunion tous les lundis, à 20 h. 30, au local de la Bibliothèque. Paiement des cotisations, renseignements, adhésions. Service de librairie le dimanche, de 9 h. à 12 h., au marché Jean-Jaurès, face à l'Eden Cinéma.

EPERNAY

S'adresser à Jacquelin Pierre, chemin des Vignes-Blanches, Epernay (Marne).

4^e REGION

LORIENT. — Libéraristes et sympathisants. Pour renseignements : tous les jeudis, de 18 h. à 19 h. 45, café Bozoc, quai des Indes.

RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

8^e REGION

LYON-CENTRE

SAMEDI 6 OCTOBRE

à 16 heures,

au Café « Bon Accueil », 71, rue de Bonnel

Causerie sur :

Le Matérialisme dialectique et le Matérialisme historique de Karl Marx

par CHANIER

(La contradiction est expressément sollicitée.)

20 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

21 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

22 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

23 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

24 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

25 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

26 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

27 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

28 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

29 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

30 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

31 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

32 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

33 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

34 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

35 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

36 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

37 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

38 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

39 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

40 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

41 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

42 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

43 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

44 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

45 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

46 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

47 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

48 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

49 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

50 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

51 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

52 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

53 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

54 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

55 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

56 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

57 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

58 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

59 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

60 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

61 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

62 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

63 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

64 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

65 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

66 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue des Orangers.

67 h. 45, au local G.N.T. Française, 16, rue

CULTURE ET RÉVOLUTION

Colonialisme partout ! (3)

Complices inconscients

PRÉCISER l'intention contenue dans les deux articles précédents devrait s'avérer relativement aisé, n'était le danger de se voir peu ou mal compris, sinon interprété d'une manière absolument erronée. En effet, poser franchement la question nationale n'est pas pour plaire à certains qui nous faut stigmatiser ici :

Combien n'a-t-on pas vu de prétendus révolutionnaires se désintéresser complètement de la lutte anticolonialiste menée par les peuples colonisés ? Combien de ces « internationalistes » ne se sont-ils pas contentés de discours grandiloquents et fumeux sur l'émancipation mondiale, pour mieux ignorer les problèmes pressants du combat pour la libération des territoires occupés par les impérialistes affameurs et assassins ? Combien d'entre eux, enfin, ont liquidé en eux-mêmes les vestiges des préjugés nationalistes et bourgeois qui rendent compte, mieux que leurs idéologies prétendues révolutionnaires, de leur lâche inaction ? N'existent-ils plus en surcroît, tous ces « puristes » réactionnaires qui, sous couvert de radicalisme, ont voulu mépriser les timides mais patients efforts des peuples colonisés, consentis pour la conquête d'une vie meilleure ?

Soyons réalistes : de tels individus contre-révolutionnaires véritables existent et ils sont dangereux. Mais affirmons tout net, une chose : la Fédération Anarchiste n'entend pas leur laisser le soin de lui prodiguer des leçons de « pureté ». Rien ne pourra nous détourner des tâches émancipatrices qui sont les nôtres, surtout pas les déclarations des maîtres-anarchistes en chambre, qui sont encore, hélas, assez nombreux. Mais venons-en au fait :

Trois stades peuvent être distingués dans la libération effective des peuples colonisés. Le premier lieu, le rejet des troupes d'occupation et de l'administration. En second lieu, l'expatriation de tous les vassaux, propriétaires fonciers et gendarmes-chiourme indigènes, de la puissance colonisatrice. En troisième lieu, avènement d'un régime communiste libre, anarchiste. Quel tactique peut-on en déduire ?

Les deux premiers buts, manifestement, ne nous appartiennent pas en propre : ces buts sont déjà ceux que se fixent les éléments les plus avancés des populations colonisées, constatation qui orientera notre action d'une manière déterminante. Cependant le troisième objectif, il faut le constater, ne rallie encore qu'une minorité des indigènes, la majorité se montrant plus confiante en les méthodes élitistes prônées par les Messali, les Ferhat Abbas et les Bourguiba ainsi que par les Hophout et autres leaders. Il apparaît que toute alliance avec les partis nationalistes-élitistes est inconcevable pour des révolutionnaires authentiques. Est-ce à dire que nous devons ignorer que certains de nos objectifs sont d'embellie défendus par les masses autochtones opprimées ?

Il ne saurait être question, pour la Fédération Anarchiste, de pratiquer la politique de l'autruche. En conséquence, pour tout ce qui concerne la défense des militants indigènes emprisonnés et torturés, pour tout ce qui a trait à l'éviction des occupants militaires et policiers et pour tout ce qui est relatif à l'expatriation des magnats de la bourgeoisie au service du colonialisme, qu'ils soient indigènes ou non, notre action sera conduite AVEC, SANS OU CONTRE n'importe qui. Il va sans dire que nous ne compromettrons jamais notre but essentiel, la Révolution libérale et que jamais nous ne consentirons à couvrir de notre patronage les manigances qui préparent les aspirants-exploiteurs nationalistes-élitistes.

Au total, les modalités tactiques de notre action restent encore à préciser, selon les diverses conjonctures sociales et internationales. Toujours, sans concession aucune, les principes du communisme libéral nous maintiendront dans la voie révolutionnaire véritable, antitactique, anarchiste.

C. L.

Le Théâtre en deuil

TOUTS les grands noms du théâtre : acteurs et auteurs, ont apporté leur témoignage à la somme des regrets que nous cause la perte de Ludmilla Pitoëff.

C'est au nom des autres que je veux parler ici, au nom des obscurs, des humbles, des inconnus qui trouvaient chez la Pitoëff (c'est un nom qu'on a peine à ne pas employer au pluriel) l'accueil d'être humains qui avaient su le rester, et que l'Art avait préservé de devenir des vedettes !

Le mot acteur sonne mal en effet pour le définir, celui d'animateur est insuffisant, tout cela ne représente que les effets d'une grande cause que les Pitoëff avaient remonté jusqu'à sa source.

Ils étaient des artistes.

Des artistes avec tout ce que cela comporte d'enthousiasme, de foi, de connaissances et de doute, avec tout ce que cela comporte aussi d'abnégation joyeuse lorsque (comme pour la Pitoëff) l'amour de l'Art s'identifie à celui de la vie et en constitue la raison d'être.

Les Pitoëff ! Ceux qui ne les ont pas connus sauront-ils ce que ce nom évoque de désintéressement artistique dans une époque plus commercialisée et plus sordide de jour en jour, de connaissances de toutes les écoles théâtrales dont aucune ne les avait séduits au point de les enfermer dans l'étroitesse d'une forme ou d'un système ?

Et à cette heure où je m'abandonne au souvenir, c'est une image plus vivante qui remonte du passé : les coulisses des Mathurins en sont le décor, Georges Pitoëff, entre deux scènes, le regard souriant à l'inaccessible d'un rêve, s'entretenant avec quelque inconnu, dont il tentera de découvrir ou de susciter le talent, Ludmilla — celle qui donna vie à Angelica, au petit garçon du voyageur sans bagage et à combien d'autres rôles — passe, ombre effacée, les yeux rouges encore d'avoir, hors de sa vie, vécu un autre être et une autre destinée.

Aujourd'hui, où, à douze ans de distance, leurs deux voix se sont tues, je veux — les associant dans ma reconnaissance — au nom des humbles, des obscurs, des inconnus, apporter le témoignage de ce que nous leur devons.

Maurice LAISANT.

Un Américain prend position

LETTRE AUX INTELLECTUELS

par
RICHARD WRIGHT

MON corps est né en Amérique du Nord, mon cœur en Russie, et me voilà aujourd'hui tout confondu entre mes deux patries. C'est l'Etat nord-américain de Mississippi qui a formé mon corps ; c'est la Révolution russe d'octobre qui m'a donné le cœur. Mais aujourd'hui ces deux gigantesques nations, symboles de l'apogée nationaliste de notre temps, rivalisent d'efforts pour établir des plans d'abrutissement de l'esprit. Elles se sont rendues coupables d'humilier la personne humaine ; coupables d'avilir la culture universelle ; coupables de remplacer les valeurs de qualité par les valeurs de quantité ; coupables de créer un monde qui, peu à peu, se révèle comme la chambre à gaz de l'humanité.

Ces deux nations, Amérique du Nord et Russie, prétendent être les représentants officiels de la liberté de l'homme ; et, entre leurs prétentions à toutes deux, entre leurs simulacres officiels, entre les menaces qu'elles se font l'une à l'autre, l'esprit humain est crucifié.

Les hommes ont peur. Pour eux, il n'y a pas de choix. Ils ne peuvent faire de projets. Ils n'osent penser au lendemain. Ils tremblent au milieu d'une nuit de crainte et d'épouvante. Les impératifs d'une vie matérialisée et contrôlée les ont obscurcis et débilités à tel point dans leurs instincts, que ces hommes ne savent même pas qu'ils sont perdus.

Vous savez, vous, combien tout cela est certain. Moi aussi. Alors, pourquoi ne pas le déclarer ? Pourquoi ne pas consentir à en faire le point de départ déterminant de notre parole et de notre action ?

Sans plus attendre, pour être des hommes conscients, nous devons admettre que la crise devant laquelle nous sommes placés est de nature plus grave que le duel entre l'Amérique du Nord et la Russie. En vérité, ces deux nations font la guerre à votre esprit et au mien, à l'esprit contemporain que les livres, la culture et l'histoire nous ont légué, que Dante, Shakespeare, Racine et Goethe nous ont légué. Chaque pas que fait l'Amérique du Nord et chaque pas que fait la Russie nous rapprochent du point où la pensée libre, le sentiment et l'action libre ne seront plus possibles. Nous vivons sous une pression continue.

L'Amérique du Nord dit qu'elle seule est la championne de la liberté ; et la Russie dit de même. En réalité, ces deux nations adoptent des idées en lesquelles elles ne croient point sincèrement, mais qu'elles haïssent et déprécient. L'Amérique du Nord se défie de vous, intellectuels : elle a inventé toute une terminologie pour expliquer son mépris pour les créations de l'esprit humain ; les gens qui pensent, elle les appelle dédaigneusement : les van-pieds, les pédants, les songe-créux, les bohèmes, les illuminés, les intellectuels abâtardis, etc. Et la Russie, comment les appelle-t-elle ? Ratés, vipères, hyènes, chacals, sont les noms donnés à T.S. Eliot, à André Gide et aux meilleurs écrivains vivants dans un récent congrès de la culture en Pologne.

Ecoutez, écrivains et artistes : les hommes qui maintiennent dirigent le monde vous ont déclaré la guerre. On n'aura plus besoin de vous, et l'on vous éliminera de la société qu'ils ont décidé de construire. On vous considère comme un danger. Ils l'ont dit à Hollywood, et ils l'ont dit à Prague. Quel que soit le vainqueur, vous périrez ; vous serez réduits à une dépendance abjecte, à l'esclavage, au rôle de disques vivants de la doctrine officielle. À vous autres, hommes de pensée, je pose cette question : avez-vous le choix ? Pouvez-vous dire oui devant ce qui symbolise l'Amérique du Nord ? Pouvez-vous dire oui devant ce qui symbolise la Russie ? Si vous dites oui en vantant l'une ou l'autre perspective, cela signifie qu'il y a quelque chose de complètement mort en vous-même, que la bataille qui se livre entre l'Amérique du Nord et la Russie est gagnée déjà.

Si vous pouvez choisir, cela veut dire que vous êtes encore humains. Pendant mille ans d'histoire de l'homme sont arrivés à leur terme, que notre conception même de l'homme est enterrée. Je ne puis répondre aux questions que je pose. Je ne m'en excuse pas. Il y a des époques dans l'histoire dans lesquelles les paroles seules ne peuvent constituer des réponses. Un temps comme cela est le nôtre. Des actes, voilà ce que vous, intellectuels, devez mettre en avant ; des actes par le moyen des mots, des actes qui résument vos expériences, vos nécessités, vos songes.

Croyez-vous que j'exagère la gravité du problème ? Ecoutez et souvenez-vous. Il y a des nations, dans le monde d'aujourd'hui où la sensibilité est devenue politiquement suspecte, où parler des qualités objectives de l'homme est un crime, où le seul fait de parler de liberté suppose d'être épi, déshonoré ; où le servilisme est exalté, le mensonge respecté, la duplicité sanctifiée ; où le faux témoignage est obligatoire, où la souplesse d'échine est un devoir patriotique ; où les laboratoires scientifiques sont sous la garde des batonnets.

Il ne s'agit pas de cas isolés qui n'affectent que quelques individus sans honneur. Non, il s'agit des credo officiels de gouvernements qui maintiennent des centaines de millions d'hommes. S'opposer à cette marée, c'est s'exposer à un exemple violent ou risquer de perdre tous les moyens de gagner son pain.

La guerre contre l'homme est déclarée, et si vous ne le savez pas encore — si vous n'en avez pas encore conscience — vous serez incapables de vous conduire de façon à ce qu'il en résulte un exemple pour ceux qui ont été pris au piège dans cette situation et qui ignorent qu'il est déjà trop tard.

La liberté de parole ne suffit pas. La liberté de religion ne suffit pas. Etre libérés de la peur et de la misère n'est pas assez. Une nation ne peut donner à ses citoyens le droit et la liberté d'exercer leurs pouvoirs naturels, si elle-même est fondée sur la fraude. L'homme doit avoir la liberté de continuer à être homme. La liberté n'est pas négative, elle ne peut être simplement la possibilité de se libérer « de » quelque chose, mais celle d'aller « vers » quelque chose. Il faut permettre à l'homme la création de nouvelles valeurs pour son action, autrement on n'aura rien fait pour l'homme.

L'Amérique du Nord et la Russie sont pleines de machines qui ébranlent la vie au lieu de la protéger. L'Amérique du Nord et la Russie sont pleines d'institutions pédagogiques dont le but n'est pas de former des individus indépendants, mais des types humains uniformes pour qu'ils soient fidèles à l'Etat. Elles sont pleines de candidats à la députation de l'Amérique du Nord et de la Russie prive des millions d'hommes qui se trouvent sur son territoire de l'usage normal des sentiments humains et se préparent à les convertir en projectiles de propagande dirigés contre ceux qui « pensent mal ».

En Amérique du Nord et en Russie, le droit à une destinée humaine individuelle est sacrifié au nom d'un idéal national imposé. En Amérique du Nord et en Russie une psychologie politique dérobe aujourd'hui à l'homme les moyens de résoudre objectivement et rationnellement ses problèmes de logement et d'habitation. Le nationalisme actuel, en Amérique du Nord et en Russie, contraindrait l'homme d'abandonner son héritage humain. L'Amérique du Nord et la Russie prétendent que leur action tend à défendre le peuple : en fait, elle tue la vie de l'homme sur la terre.

Pour empêcher tout cela, que pouvons-nous faire ? La situation n'est heureusement pas encore désespérée. Je crois que nous avons encore une issue. Pour nous le problème est de ne pas combattre les géants nationaux sur leur propre terrain. Nos armes ne sont pas les leurs. Il existe encore pour nous un espace vital pour la liberté, et cet espace est votre esprit et votre esprit, votre faculté d'écrire et de prononcer des paroles qui retiennent l'attention et font que les hommes s'arrêtent, regardent et écoutent. Pour quelque temps encore nous conservons cette liberté ; pour combien de temps ? Nous ne le savons pas.

Mais cet infime espace de liberté est environné de menaces ; la fausse culture à l'usage des masses et qui appauvrit l'esprit, la morale qui ment, les gouvernements de gangsters, les livres qui mystifient au lieu d'éclairer, le crime qui parle le langage de la révolution et la révolution qui parle le langage du crime.

Nous pouvons aujourd'hui même nous faire entendre. Et cela doit nous suffire. Seulement, nous avons peu d'alliés. Pendant des siècles les hommes comme nous ont travaillé pour des mécènes, des patrons, des seigneurs et des maîtres. Mais cela touche à sa fin. Aujourd'hui les seigneurs ont peur de vous ; ils ne veulent rien savoir de vous. Désormais vous serez seuls et serez vos propres maîtres.

Il est nécessaire que vous agissiez de façon à faire que vos paroles soient l'agillon capable d'inciter les hommes à décider par eux-mêmes. Il est nécessaire que vous ayez les mots et les images capables de faire sentir aux hommes la vie, de façon plus directe, plus immédiate, plus agissante. Il est nécessaire que vos paroles inspirent la foi en les hommes ; mais non la foi basée sur la superstition. Il est nécessaire que grâce à vos paroles, les hommes sortent de la routine impersonnelle et quotidienne des grandes villes et expérimentent de nouveau le besoin de se manifester, de se chercher, de se réaliser. Il est nécessaire que vos paroles suscitent dans l'homme la volonté de l'être.

Vos paroles doivent être un plaidoyer de l'homme pour l'homme. Elles doivent susciter dans l'homme le désir de continuer à être homme. Je ne parle pas du paradis ni de l'enfer, mais purement et simplement de notre triste et douce terre, avec ses hommes qui souffrent et ses moments d'amer triomphe humain.

Le grand péril, c'est que le fil de l'histoire, que nous tenons si faible dans nos mains, ne se rompe dans notre vie ; que le passé qui nous a nourris et l'avenir que nous cherchons à réaliser ne nous échappent et ne nous laissent dans un présent aride, dénué de toute signification humaine.

(Tierra y Libertad, publication anarchiste, Mexico.)

LE 16 NOVEMBRE...

Reservez votre soirée

...AU PROFIT DU "LIB"

Retenez cette date !

PROBLÈMES ESSENTIELS

IV. — LE VITICULTEUR

Le principe d'organisation est le même pour le viticulteur. Il tabule, attache, ébourgne, laboure, bine, etc. — BOUTEILLAGE : L'équipe des préposés à la garde des chais (vinification et soins aux vins) entretient les sarmets.

Les traitements s'opèrent collectivement.

Tous les membres valides de la communauté participent aux vendanges.

La distribution du vin se fait mensuellement par foyer.

Chaque vigneron est membre de la commission de répartition.

Les bons crus et les bons cépages font l'objet de vieillissement.

Une certaine quantité de vin est distillée, ainsi que les lies et les marcs.

Le vigneron n'a plus l'inquiétude de voir sa vigne en souffrance pour couvrir d'autres travaux.

Il dispose largement du temps nécessaire à son entretien grâce aux tracteurs, motoculteurs avec tout l'outillage qui leur correspond mis à son service.

Tous les produits insecticides et anti-cryptogamiques et autres moyens de défense lui sont fournis sans restrictions.

Il a la satisfaction de boire un vin de bonne qualité qu'il a lui-même fait.

La constitution de cépages inférieurs (parce que moins chers) ne lui domine qu'un vin aligre ou bien qui se gâtait faute de fûts de bonne qualité et aussi par manque de temps pour le soigner.

Les vins qui ont eu la faveur de la mise en bouteilles sont distribués par tête d'habitant.

V. — ELEVAGE

La tâche des éleveurs est simplifiée et facilitée par l'aménagement moderne des écuries et étables.

Il a été fait un large emploi du ciment et l'eau est distribuée à profusion.

L'hygiène y est donc d'un entretien aisé.

Un homme s'occupe de six vaches qu'il panse, soigne, élève les veaux, entretient le fumier.

La traite mécanique, avec pesées, est faite par un préposé à la laiterie.

Un homme peut soigner 12 chevaux ou 12 bœufs à l'engrais.

Il faut 60 minutes au paysan pour soigner 2 chevaux. On peut confier à un seul homme qui n'a pas d'autre occupation le soin de 12 chevaux.

C'est par 15 à 20 brebis ou 30 ou 40 moutons que se montent les lots pour un éleveur.

Ce sont soit des femelles, soit des hommes âgés, ou qui ne peuvent exercer un autre emploi, qui conduisent le bétail au pâturage.

Le bétail est fourni gratuitement par des centres d'élevage spécialisés.

Ce sont les paysans de 40 à 50 ans qui occupent les emplois d'éleveurs, aidés par des stagiaires.

Celui qui produit le plus de lait ou le plus de viande reçoit une prime.

Nous avons brièvement donné les grandes lignes de l'activité sociale à la campagne. Les détails sont aisés à prévoir.

VI. — DISTRIBUTION

Nous allons examiner le problème de la distribution des biens.

Chaque année le Conseil syndical et coopératif fixe pour tout consommateur sa part pour chaque produit selon les disponibilités déterminées par l'inventaire des ressources régionales.

Chacun a droit à un complément d'hiver et un complément d'été tous les deux ans, des effets de travail suivant le temps normal de l'usage. En principe contre un vieux costume on en obtient un neuf.

Les sous-vêtements sont à la libre disposition du consommateur, sauf restrictions provenant de pénurie de matières premières.

Chaque travailleur a droit à une paire de chaussures de ville tous les trois ans.

Tous les articles sont évalués suivant le nombre d'heures de travail nécessaires à leur production.

Le fait d'avoir mis en culture tout son domaine, confère au producteur le droit à tous les produits alimentaires, objets ménagers, articles de vêtements, etc. d'usage courant.

Une seule restriction ne porte sur ces biens que pour acte de sabotage ou de fraude.

S'il est malade ou blessé, le travailleur est soigné gratuitement à l'hôpital, ou à l'hôpital si son état l'exige.

Il n'y a plus de cliniques privées (succursales de l'église).

On trouve des articles ordinaires, de dentelle et de luxe.

On peut avoir deux articles ordinaires ou un de demi-luxe ; deux de demi-luxe ou un de luxe.

Il n'est pas d'emploi qui donne droit à plus d'objet d'une sorte que l'autre.

La fabrication des objets de luxe est limitée au nombre de consommateurs restriction faite des délinquants.

Les produits de luxe pour l'alimentation sont répartis dans chaque localité au prorata du nombre d'habitants.

En résumé, l'exploitant que nous avons suivi n'a aucun souci à se faire concernant la nourriture, le vêtement et le logement.

Il est assuré à ce triple point de vue, de la part fixée pour chaque consommateur.

Sa carte de coopérateur lui en garantit le service en tout lieu.

En dehors des besoins journaliers le travailleur en éprouve d'importants besoins dans le domaine des plaisirs intellectuels : arts, lectures, spectacles, voyages, sports, etc., dont certains jouissent qu'il ont été l'apanage des gens fortunés, oisifs et parasites.

Donc, s'il désire un vélo, un poste de T.S.F., une auto, etc. il fait usage d'un carnet n° 2 de coopérateur ou sont inscrites ses heures de travail.

On sait qu'un heclaire de blé, une heclaire de vigne nécessitent pour leur entretien, tant d'heures de travail, une auto vaut tant d'heures de travail. Un coup de tampon supprime sur son carnet tant d'heures de travail pour sa voiture. Cent kilomètres de chemin de fer équivalent à tant d'heures de travail.

Ses heures épuisées, il attend pour de nouvelles acquisitions.

Il n'a jamais fait d'avances d'heures, on ne fait jamais d'avances sur le destin.

Les saboteurs, les paresseux, les délinquants sont privés du carnet n° 2 de coopérateur.

Pour des terres bien tenues le Conseil d'administration syndical peut dé-

cerner des récompenses ou primes (voyages, œuvres d'art, etc.).

Comme on le voit le travailleur est complètement libre en dehors de la contrainte de la nature qui lui fixe les limites pour ses travaux.

(A suivre.)

L'ECRAN ET LA VIE

Assister à la projection de *Guernica* comme prendre le métro à la station Liberté ne mène nulle part les bourgeois, et cependant, amants de la justice comme amants de l'amour, seront toujours conduits très loin par ces voies appropriées...

Depuis neuf semaines, dans une salle obscure du Quartier Latin un programme, excellent d'art, attend un public. Sauront-ils aujourd'hui commenter comme il se doit la pléiade d'études qui s'offre à nous sur Renoir, Seurat, Picasso, Gauguin, Hyeronimus, Bosch, Pablo Casals ?

Il faudrait, pour cela, cumuler les sensibilités aiguës de plusieurs artistes éclairés. Que dire ?

Exprimons, en toute simplicité, notre joie de la révélation de ces trésors humains. N'hésitons pas, cependant, à stigmatiser le médiocre commanditaire de M. Paul Eluard (rédacteur de *Elle*) la mièvre production de M. Picasso « L'Homme au mouton », bien que ces « erreurs », et contre la volonté même de leurs auteurs, n'empêchent guère l'image de l'Espagne libre, à travers le court-métrage « *Guernica* », de nous parvenir.

LES LIVRES

« Les croyances magiques et les superstitions sont indéfectibles, et la plus basse automatisation recrutée tous les jours d'adeptes. Il n'en est que plus utile de fournir un bon contrepoison aux personnes insuffisamment informées, qui seraient impressionnées par les affirmations péremptoires d'illuminés, de crétiens ou d'esotiques. »

C'est la tâche que s'est fixée Marcel Boll, docteur ès-sciences.

Il fait dans son livre, la part du vrai, la part du faux. Astrologie, magnétisme, radiesthésie, etc. tout y est traité de main de maître. C'est le procès d'un charlatanisme sans cesse grandissant, qui fait.

Nous avons relevé, dans son « Avant-Propos », cet additif, d'une importance capitale :

« Répondant à nos vœux d'hygiène intellectuelle, il s'est créé (mai 1949), un Comité Belge pour l'investigation des phénomènes paranormaux », auquel chacun peut s'adresser (72, rue de la Ferme, à Bruxelles). Son animateur, Albert Bessemans, recteur de l'Université de Gand, assimile les faits et gestes des occultistes à « agitation malicieuse d'illuminés, de crétiens, d'esotiques et d'attendants imbéciles ».

Renseigner les gens, c'est les empêcher de disparaître prématurément (par né-

gligences ou fausses manœuvres, après avoir vécu en abruti ».

« Sous quelque aspect qu'on l'envisage, écrit le mathématicien Laberrière, l'astrologie reste comme dans le passé, une rationalisation intolérante et de par ses conséquences sociales, une vaste entreprise de vol et de démolition. »

Nous apprenons « qu'en 1935, chiffres officiels de la préfecture de police) il y avait 4480 habitants de consultants à Paris (le fisc ne sachant comment classer les astrologues les a taxés comme « tenants » un bureau de renseignements »).

Ainsi, tous ces charlatans patentés, inscrits au Registre du Commerce (sic) peuvent exercer en toute tranquillité leur « entreprise de vol et de démolition ».

En ce qui concerne la radiesthésie, Marcel Boll fait état des nombreuses expériences, qui toutes échouèrent lamentablement.

Il cite, entre autres, l'ouvrage du Docteur Jean Jarricot, « Pendule et Médecine », où l'auteur stigmatise « l'application dérisoire de la radiesthésie au diagnostic et à la thérapeutique ainsi que les dangers d'aggravation et d'abaissement ».

De la première à la dernière page, l'intérêt ne se dément pas et M. Boll conclut :

« L'occultisme est tantôt affaire stric-

tement privée, et tantôt il a pour cadre des établissements officiels ou semi-officiels (ou moins tolérés par la faiblesse des pouvoirs publics). »

« Il met aux prises la misère anxieuse des illuminés et la cupidité hypocrite des exploitateurs. Pour contrebalancer ces misères exprimées dans un bric-à-brac de candidats à la députation, une équipe de savants intrépides — approuvée par quelques esprits libres — s'est attachée à ces châteaux-forts de la crédulité, de la sottise et de la fourberie. »

Que tous ceux qui s'intéressent à l'occultisme, au charlatanisme, que les esprits libres, les curieux lisent ce livre, ils ne le regretteront pas.

J. LAMBERT.

« L'Occultisme devant la Science » : Prix : 120 francs.

REDACTION-ADMINISTRATION

LUSTRE René - 145, Quai de Valmy PARIS (10e) C.O.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES

1 AN : 750 FR. - 6 MOIS : 375 FR.

AUTRES PAYS

1 AN : 1.000 FR. - 6 MOIS : 500 FR.

Pour changement d'adresse joindre 25 francs et la dernière bande

COMMENT FORGER L'UNITÉ ?

LES invertisés qui dirigent Force Ouvrière, empêtrés dans leur antistalinisme borné, ne sont pas sans se rendre compte des services qu'ils rendent au Patronat, à l'Etat, à la coalition occidentale. Plutôt que de tenter d'arracher les travailleurs à l'emprise stalinienne en dépassant les objectifs de la C.G.T., ces messieurs de F.O. se contentent de réclamer de misérables augmentations, afin d'entrer dans les bonnes grâces des gouvernants. Ce faisant, les dirigeants F.O., par leur veulerie et leur hypocrisie, rejettent les travailleurs combattants dans les rangs de la C.G.T. qui pourtant ne brille guère par l'audace revendicative. Toujours est-il que la misère s'aggrave, que les hausses sur l'acier et l'électricité-gaz (20 %) qui vont être promulguées ne peuvent avoir que des conséquences funestes. Tout cela ne gêne d'ailleurs que très peu les dirigeants syndicaux : F.O., en pays minier, vient d'accepter une augmentation ridicule qui ne porte même pas le salaire des mineurs à 23.600 francs ! La C.G.T., de son côté, par le truchement de son secrétaire Henri Raynaud lors du dernier C.C.N., proclame :

Le C.C.N. est réuni en pleine bataille pour les salaires. D'ores et déjà une grande victoire a été enregistrée : l'augmentation des salaires de l'ordre de 15 %. C'est la première fois depuis longtemps que le pourcentage d'augmentation est aussi élevé.

Qui, de la C.G.T. et de F.O., fait preuve de plus de mauvaise foi ? La soumission de F.O. aux volontés du C.N.P.F. et du gouvernement est exactement équivalente à la reconnaissance par la C.G.T. de l'aumône-Pleven, qualifiée de « grande victoire ouvrière ». Les travailleurs ont-ils vraiment l'impression que leurs salaires viennent de faire un saut brusque en avant ? Les mineurs se sont-ils déjà aperçus de l'amélioration « notable » de leur niveau de vie ? Allons donc ! Les travailleurs savent que l'action revendicative unitaire n'a jamais été aussi nécessaire, que les conditions d'existence ont rarement été aussi incertaines et toutes les proclamations syndicales n'y changeront rien ! Les questions que se posent les ouvriers demeurent précises : « Comment réaliser l'unité ouvrière ? Comment engager le combat revendicatif ? Comment aboutir à des résultats effectifs ? ». Chacun attend une réponse à ces questions, à la Fédération Anarchiste de fournir, une fois de plus et le plus clairement possible, les mots d'ordre susceptibles, s'ils sont compris, de mener les classes laborieuses au combat, dans les meilleures conditions :

Faisons la part du feu : Raynaud avoue lui-même qu'il y a « trop d'hésitation et même de sectarisme » chez certains cégétistes. Hénaff ajoute : « on ne fait pas l'unité avec de la rancœur ». Chacrier, secrétaire des Cuirs et Peaux cégétistes, écrit dans la « V.O. » : « Gagnons l'unité, nous gagnerons tout le reste ». Le bureau de F.O., réuni le 21 septembre, s'il met en garde les Pouvoirs publics contre les demandes de hausses de prix injustifiées, s'il se déclare prêt à collaborer avec les chefs C.F.T.C. et les « militants des autres organisations libres », n'en reste pas là :

« Le Bureau de la C.G.T. Force Ouvrière, soucieux de ne pas sortir du cadre du syndicalisme et de ne favoriser aucune action ou visée extra-syndicale, précise que la C.G.T. Force Ouvrière s'en tiendra strictement, dans les nécessaires contacts qu'elle souhaite et auxquels elle est disposée, à des relations ou action commune avec de réelles organisations syndicales ».

« Cette position irrévocable exclut donc toute conversation directe ou indirecte avec la Confédération générale du Travail. »

La situation est donc claire : restrictions mentales démagogiques des deux côtés, refus de l'unité ouvrière en dehors des pactes entre états-majors syndicaux. Heureusement, il est vrai que la base peut aussi, si elle le veut, imposer son point de vue. Quel sera-t-il ?

Refusant de se préoccuper outre mesure des excommunications prononcées par les chefs « ouvriers », il incombe à la base de réaliser, par l'action, l'unité avec tous ceux qui se montrent prêts à entrer délibérément dans la lutte : la pierre de touche de la volonté d'unité ouvrière ne peut être que l'effort consenti pour la réalisation de cette unité, que la persévérance appliquée à durcir l'offensive ouvrière quand elle se déclenche. Ni les travailleurs de F.O., ni ceux de la C.G.T., ni même ceux de la C.F.T.C., ou de la C.G.S.I. ne peuvent être « a priori » traités en pestiférés et rejetés de la lutte commune. La mauvaise foi des directions syndicales étant unanime, il appartient de réaliser l'unité ouvrière sur la base de la solidarité inconditionnelle entre tous les travailleurs, renversant les barrières artificielles élevées entre eux par les bonzes ! L'efficacité de l'action ouvrière qui s'engage est à ce prix. Cependant, solidarité ouvrière dans le combat n'exclut pas prudence dans la stratégie : les diviseurs sont nombreux dans la classe ouvrière, à la solde des partis et des blocs concurrents, il s'agit de les détecter, de les dénoncer, de les éliminer... Comment y parvenir mieux qu'en armant les syndiqués de méfiance contre leurs directions ? Comment mieux souder les classes laborieuses qu'en mettant sans relâche en lumière le rôle néfaste des politiciens qui sont à la tête de leurs syndicats ? Comment mieux passer à l'action qu'en créant des comités d'union à la base pour arracher d'abord les « 23.600 fr. » puis les « 26.350 francs-152 fr. l'heure » ?

Au total, solidarité et prudence, prudence et fermeté, tels sont les sentiments qui doivent guider les travailleurs dans leur effort revendicatif. Unité et Action restent, bien entendu, les conceptions-clés qui orienteront, si nous nous y mettons tous, les actions à entreprendre. Enfin, revendication à outrance, renversement du régime de misère et de guerre qui nous opprime, telles sont les étapes qu'il nous appartient de distinguer et d'atteindre.

Seul le COMMUNISME LIBRE apportera une solution effective à l'humanité malheureuse mais, soyons-en convaincus, seule la revendication ouvrière unitaire, sous toutes ses formes et dans tous les domaines, hâtera son avènement.

L'œuvre de la base

S'IL ne nous est possible, dans ce numéro, de passer superficiellement en revue les diverses manifestations de l'esprit unitaire qui commencent à se manifester dans le mouvement ouvrier, il est cependant certains succès sur lesquels il nous faut insister : Réponse au problème de l'Unité ouvrière par des faits au lieu de se nourrir de réclames enflammés est urgent à l'heure actuelle : OU SE REALISE DONC L'UNITÉ D'ACTION ?

L'UNITÉ s'est réalisée dans les banques à Grenoble. Au C.N.E. vient de se créer un syndicat unique C.G.T.-C.F.T.C.

L'UNITÉ se renforce chez les tramotins de Clermont : Création d'un syndicat unique.

L'UNITÉ se fait chez Renault autour des revendications bien timides, il est vrai, relatives au comité d'entreprise : C.G.T., C.G.C., F.O., S.I.R. et C.F.T.C. ont déposé une motion commune.

L'UNITÉ se prépare aux Galeries Lafayette où mille employés (C.G.T., L.A.F.T.C., F.O.) adoptent le principe d'action commune.

L'UNITÉ, après neuf jours de grève, se renforce chez Astra, usines des syndicats C.G.T., C.F.T.C., F.O. et les « inorganisés », en tout 900 travailleurs.

L'UNITÉ C.G.T.-C.F.T.C. est chose faite chez les tailleurs qui enregistrent une augmentation de 12,5 %.

L'UNITÉ vient de permettre un succès partiel dans les charbonnages brestois : 27 % d'augmentation pour tous.

L'UNITÉ aboutit à faire obtenir aux travailleurs des sucreries et distilleries 17 % d'augmentation.

L'UNITÉ réalisée à la base a provoqué des résolutions d'unité chez Ford (Poissy), où les organisations syndicales C.G.T., C.F.T.C., F.O. et Indépendants ont présenté à la direction un cahier de revendications commun qui porte notamment sur les 22,50 % d'augmentation, 1.500 fr. de prime de transport et les revendications particulières des travailleurs de cette entreprise ;

Les Cheminots du Mans (C.G.T., C.F.T.C., F.O. et Autonomes) ont adressé une lettre aux groupes parlementaires de l'Assemblée nationale ;

Les Organisations (C.G.T., C.F.T.C., F.O.) de la Métallurgie de Courbevoie ont réalisé un accord appelant les travailleurs à s'unir et à agir pour obtenir leurs revendications ;

Les Syndicats des Métaux C.G.T., C.F.T.C. et Autonomes d'Indre-et-Loire ont demandé la convocation de la commission paritaire en commun, ainsi que le Syndicat des Employés de Commerce C.F.T.C. et C.G.T. de Tours.

L'UNITÉ PAR L'ACTION : Depuis lundi, les mineurs du puits 10 à Courrières sont en grève dans l'unité. C.G.T., C.F.T.C. et F.O. Les mineurs du 10 de Billy-Montigny imposent par dix jours

de grève unitaire le retrait prochain d'un quatrième poste.

De même, les ouvriers du 5 de Courrières ont cessé également le travail.

L'homme et son métier

(Suite de la 1^{re} page)

Les années d'apprentissage, en général au nombre de trois, aboutissent à l'obtention du C.A.P. (Certificat d'Aptitude Professionnelle), diplôme qui a sa valeur au point de vue de l'embauche surtout pour les jeunes qui, sortant de ces écoles, ont d'emblée les salaires d'ouvriers qualifiés, et il suffit d'un simple calcul pour se rendre compte qu'il y a gain par rapport à ceux qui, entrés à quatorze ans dans l'industrie, resteront de nombreuses années aux bas salaires liés à l'âge et à l'incompétence. Si les parents sont allocataires familiaux, ils bénéficient des allocations familiales qui sont retirées dès que l'enfant travaille. Dans ces Centres d'apprentissage, la cantine est à un prix très bas ou gratuite selon le cas. Aussi, au point de vue matériel, l'apprentissage dans les Centres est devenu possible pour le plus grand nombre.

Il existe aussi des véritables centres d'apprentissage au Métro, à la S.N.C.F., chez Renault, etc... Ce sont des centres à accès difficiles et de niveau élevé.

Les Centres d'apprentissage sont assez critiqués dans la population. Les apprentis y sont souvent méconnaissables du programme : trop de théorie, pas assez de pratique. En réalité, si l'on tient compte du fait que trois années se situent entre quatorze et dix-sept ans sont de toute façon insuffisantes pour posséder un métier de façon parfaite, on peut dire que les centres d'apprentissage ont marqué un réel progrès car ils ont permis et permettent à des jeunes gens de posséder à dix-sept ans un métier et d'entrer dans leur vie de travail dans de bonnes conditions. Le travail manuel commençant dès l'entrée au centre permet de reconnaître avec l'école un bon nombre de jeunes qui préfèrent le travail concret à l'abstraction. Si on compare, en tenant compte de la généralité et non de l'exception, la réussite des ouvriers qui ont fait une école professionnelle à ceux qui ont été placés directement, on constate qu'elle est meilleure pour les premiers.

On critique, en partie à juste titre

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

ACTION UNITAIRE

Montereau, le 21 septembre 1951
Monsieur le Maire,
Messieurs les Conseillers,

Devant l'incapacité des Pouvoirs publics à maintenir l'équilibre entre les salaires et les prix,
Devant la chute continue du pouvoir d'achat des salariés,
Devant l'immense détresse des vieux travailleurs, des retraités, des rentiers et des chômeurs,

Nous vous prions d'être nos interprètes auprès des Pouvoirs publics pour présenter notre élémentaire revendication de « DROIT A LA VIE ».

Pour assurer ce droit, nous demandons :

400 grammes de PAIN GRATUIT
chaque jour, pour tous les Français

La capacité des consommateurs, basée jusqu'ici sur des signes monétaires sans cesse dévalués, conduit la France entière vers la misère dans l'abondance.

En effet, alors que la production atteint 150 % du niveau d'avant guerre, notre pouvoir d'achat pour la même période a baissé de 50 %.

Nous avons la cruelle expérience de l'inefficacité des augmentations de salaires sans blocage des prix.

Nous ne les subissons que comme une conséquence inéluctable de la dépréciation des monnaies.

C'est pourquoi nous insistons pour la prise en considération par les Pouvoirs publics de cette revendication juste et humaine, symbole de la reconnaissance officielle et réelle du DROIT A LA VIE pour chaque individu.

Confiants dans votre compréhension pour transmettre cette légitime revendication, les soussignés, représentant les organisations ci-dessous :

- 1^o Union locale de la Confédération Générale du Travail ;
- 2^o Union locale de la C.G.T. Force Ouvrière ;
- 3^o Union locale de la Confédération des Travailleurs Chrétiens ;
- 4^o Les Groupes pour l'Economie Distributive de Montereau ;
- 5^o L'Union des Vieux Travailleurs de Montereau et environs.

Vous priez de croire, Messieurs, à leur considération distinguée.

Pour l'Union des Vieux, signé : BILLE.
Pour les G.E.D., signé : DAUPHIN.
Pour la C.G.T., signé : LAURENT.
Pour F.O., signé : VALLETTE.
Pour la C.F.T.C., signé : DANTZLINGER.
6^o Par solidarité, pour renforcer l'unité ouvrière réalisée à Montereau et région, signé : S. NINN (2^e région), Fédération Anarchiste.

Qui paiera les allocations familiales ?

LE SALAIRE "GÉNITAL"

EN ce mois d'octobre 1951, on peut dire que dans notre classe ouvrière, seuls les manœuvres et professionnels ayant plus de trois enfants ont un pouvoir d'achat correspondant à celui du travailleur sans enfant de 1938.

La IV^e République pousse la notion de productivité jusque dans le lit conjugal donnant ainsi son plein sens au vocabulaire de prolétaire : faiseur d'enfants.

La III^e République n'était pas allée jusque là. Aujourd'hui où les allocations familiales (1) constituent le salaire de ces entreprises artisanales qui portent le nom de familles nombreuses, on voit bien que l'Etat entend par placement de père de famille au moment où l'ouvrier sans enfant voit son salaire diminué de près de 50 % par rapport à 1938 :

Les conséquences de cette législation éhontée sont incalculables pour la classe ouvrière qui, pour acquiescer à un niveau de vie moyen, a désormais le choix entre deux solutions : travailler au noir ou produire de quatre à six enfants.

Quelques ouvriers prennent l'une et l'autre de ces deux solutions. Et c'est ainsi que dans bon nombre de petites entreprises les heures se chiffrent entre 60 et 70 par semaine moyennant quoi le travailleur se voit octroyer de multiples primes qui ont toutes les apparences du pourboire plutôt que du salaire. C'est ainsi que par faiblesse, par esprit de facilité un certain nombre de travailleurs toujours grandissant se tourne vers le salaire génital comme étant la solution la plus simple. Qui paie ? Le travailleur qui a moins de trois enfants.

Chacun sait qu'il existe un plafond pour les allocations familiales qui en exclut la hiérarchie et que les classes bourgeoise et paysanne n'interviennent pas dans le financement de ces allocations dont le poids retombe entier sur la masse ouvrière des salariés. Le travailleur sans enfant nourrit et entretient les enfants de son compagnon père de famille.

Les syndicats n'ont même pas levé le petit doigt en signe de protestation. C.G.T., C.F.T.C. et F.O. ont fait des allocations familiales actuelles une grande conquête du syndicalisme alors qu'en fait elles sont une véritable déflation dans la mesure où une part importante des salaires, durement acquis, sert à financer le développement d'un prolétariat nombreux qui se fera concurrence sur les marchés du travail de demain. Cette nouvelle Italie que l'on veut faire de la France aura plus loin que les trois millions de chômeurs et ses millions d'ouvriers misérables et cela n'élève pas la plus petite inquiétude chez les dirigeants syndicaux qui restent froids comme marbre et suivent leurs petites politiques syndicales au jour le jour sans voir plus loin que les trois fleches de la faulx et le marteau ou la croix chrétienne qu'ils portent au bout de leur nez.

Certes, nous ne faisons pas du travailleur, père de quatre, cinq ou six enfants le bouc émissaire des maux dont souffre la classe ouvrière. Les travailleurs pères de familles nombreuses ont le droit de progresser et ce n'est pas à leur liberté que nous en avons car ils ne sont pas plus libres que les autres travailleurs et peut-être le sont-ils moins. Nous pensons simplement que ce n'est pas aux ouvriers de payer le salaire génital mais aux bourgeois — les bénéficiaires de la politique actuelle de dépopulation. Nous nous en prenons à un état de fait regrettable qui

place s'il revendique, s'il manifeste, et il lui faut un courage particulier pour faire abstraction du chômage qui le guette s'il se fait renvoyer. Sur un plan syndical, les manœuvres sont les plus faibles car ils ne peuvent revendiquer d'après leur compétence, mais seulement d'après un salaire minimum vital. On voit dans les grèves du métro, par exemple, que les éléments décisifs sont les machinistes, les mécaniciens, et non ceux qui s'occupent de l'entretien des voies, bien que ces derniers soient les plus défavorisés et aient le plus droit aux revendications.

Avenir social aussi, car l'homme qui possède bien un métier se sent plus fort, plus sûr de lui.

Aussi nous conseillons : 1^o aux jeunes, de ne voir dans l'école professionnelle (quels que soient les désagréments qu'elle puisse leur présenter) qu'un moyen d'accéder à une vie plus libre, car la qualification est à l'échelle individuelle un facteur de liberté, d'être déjà de bons apprentis pour être ensuite de bons ouvriers, car le bon ouvrier demeure recherché quelles que soient ses opinions, et a plus d'influence sur ses camarades de travail que s'il est professionnellement déficient ou médiocre ; 2^o aux parents, en exceptant les questions matérielles insurmontables de voir dans le fait de donner une formation professionnelle à leurs enfants un de leurs devoirs essentiels, comparable à celui de les nourrir et de les habiller et non comme un sacrifice « de luse ». N'exigez rien en contrepartie. Votre enfant vous le rendra plus tard, quand il comprendra que c'est malheureusement plus tard, quand l'adolescent est devenu adulte, qu'il comprend l'importance du métier et des études que sa famille lui a permis de faire.

A la société, donc à nous tous, nous demandons que la formation professionnelle, ou les études, ne soient pas un privilège de classe ou de localité, mais qu'elles puissent devenir accessibles à tous ceux qui en ont les capacités, l'envie et le besoin.

tionnaire. C'est ce moment qu'attend, sans doute aucun, les gangs de la haute police.

Que peuvent les travailleurs ? Avant tout revenir d'étape en étape à l'ancienne règle d'or du syndicalisme selon laquelle un salaire doit faire vivre quatre personnes. D'étape en étape (2) c'est-à-dire d'année en année, car une telle reconquête ne se fera pas en un jour mais progressivement, en luttant pas à pas dans les entreprises et dans les congrès syndicaux et contre le Patronat et l'Etat. Une première étape pourrait consister précisément à ce que les allocations familiales soient financées avant tout par la hiérarchie dont l'éventail vient encore de s'ouvrir aux dépens de la classe ouvrière.

Serge NINN.

(1) Nous ne mettons pas en cause la Sécurité sociale proposée dite que nous avons défendue dans un récent numéro.

(2) Le salaire minimum vital garanti à 26.350 fr. (152 fr. de l'heure) que nous défendons en ce moment constitue précisément une étape.

CHEZ LES INSTITUTEURS

Que veulent les syndicalistes d'avant-garde ?

LES Congrès d'organisations réformatrices se sont toujours vus contraints, de par leur nature même, à refuser les positions les plus réalistes, à repousser les motions les plus saines. Nous avons, en son temps, commenté le Congrès du S.N.I. à Saint-Malo, pouvons-nous en rester là ?

Aujourd'hui de même que pour le Congrès précédent du S.N.I., il appartient au « Libertaire » de publier la motion présentée par la fraction « Ecole Emancipée ». Nos lecteurs, au moment où l'attitude d'abdication des laïques devient flagrante, seront à même d'apprécier toute l'importance de ce texte, remarquable par son inspiration largement révolutionnaire. Bien que la Commission des éducateurs libertaires élabore en ce moment, au sein du Secrétariat à l'Education de la F.A., des positions tactiques qui nous seront propres, nous nous devions de nous rallier publiquement, et sans chercher de vaines querelles, à ce programme de base, qui ne contredit aucunement l'action menée par nous.

Motion présentée par l'Ardeche au nom de la tendance « Ecole Emancipée » :

« Le Congrès, constatant :

1. Qu'en 1951 la part du revenu national affectée aux salaires, traitements et retraites est inférieure à ce qu'elle était en 1938 ;
2. Que ne sont pas respectées dans les faits les parités des fonctionnaires avec les salariés des secteurs privé et nationalisés, parités reconnues comme légitimes par le Gouvernement en 1947 ;
3. Que l'inflation due à une course folle aux armements remet constamment en cause le pouvoir d'achat de tous les salariés ;

Estime justifiées les revendications d'augmentation des salaires de tous les travailleurs ;

Dénonce la mauvaise foi des Gouvernements et des majorités parlementaires qui, très prodigues des deniers publics pour les dépenses militaires, refusent leur dû aux fonctionnaires ;

Préconise une participation active du S.N.I. à une lutte générale des travailleurs de la fonction publique et du secteur privé pour la fixation du minimum vital et le maintien des parités de 1947 ;

Se prononce pour que cette rémunération minimum garantisse un pouvoir d'achat au moins égal à ce qu'il était en 1938 ;

Reclame l'institution de l'échelle mobile des traitements et salaires.

Le Congrès proclame que cette lutte revendicative ne peut être victorieuse que dans la mesure où sera reconstituée une unité ouvrière brisée par l'orientation des directions syndicales, orientation de collaboration de classe ou de soumission aux partis politiques.

Considérant les différents secteurs d'activité du S.N.I., le Congrès définit les principes suivants :

A) Chez les enseignants, le Congrès condamne :

- Toute orientation inspirée par un corporatisme étroit qui ne peut mener qu'à des résultats illusoire ;
- Toute mesure tendant à maintenir ou à développer l'esprit de catégoire ;
- Toute concession à ceux qui brisent l'unité corporative des enseignants par la création de syndicats de catégoire.

B) Chez les fonctionnaires, le Congrès estime que doivent être provoqués et développés les pourparlers en vue de l'unité d'action des différentes organisations syndicales et que ces pourparlers doivent être portés régulièrement à la connaissance des syndicats à chaque étape de la discussion.

C) Sur le plan ouvrier, le Congrès affirme que le S.N.I. a un rôle important à jouer dans la réunification des forces syndicales :

- En donnant lui-même l'exemple d'une organisation unitaire, démocratique et dynamique ;
- En apportant son appui à toutes les tendances, si minimes soient-elles, de remettre en contact des militants de corporations et de tendances différentes, mais animés du désir de rendre au mouvement syndical son unité, son indépendance et son efficacité.

D) Sur le plan laïque, le Congrès rappelle la nécessité de faire passer dans les faits les résolutions des deux sessions des Etats généraux de la France laïque et d'obtenir les crédits nécessaires à la réalisation d'un vaste plan d'équipement : scolaire, sportif et universitaire et, en premier lieu, à la mise en œuvre de constructions d'écoles permettant de faire face à l'accroissement des effectifs.

Il proclame que le S.N.I. ne pourra efficacement assurer la défense de l'école laïque au nom des droits de l'enfant et à cause du caractère progressif et social de cette école par rapport à l'école obscurantiste et conservatrice de l'Eglise, qu'en sollicitant incessamment l'appui de la classe ouvrière au travers de ses organisations syndicales se réclamant de l'idéal lai-

que et en proposant à ces organisations des méthodes concrètes d'action.

E) Il rappelle également que la qualité de l'enseignement dispensé dans les écoles publiques constitue l'un des facteurs les plus efficaces de la défense de l'école et il estime que le S.N.I. doit poursuivre intensément son effort pour le perfectionnement des méthodes pédagogiques et l'amélioration des conditions de travail de l'instituteur.

F) Sur le plan général, le Congrès constate, qu'à l'heure actuelle, une politique vers plus de liberté et de bien-être se heurte à une politique de préparation à la guerre, les pactes d'alliance, la sujétion des puissances secondaires aux U.S.A. et à l'U.R.S.S., la course aux armements pesant sur la politique sociale et sont un obstacle à tout progrès.

En conséquence, le Congrès invite le Bureau à se mettre à la tête d'une lutte véritable pour la paix qui ne peut se mener qu'en toute indépendance à l'égard des deux blocs qui se sont constitués autour de l'U.R.S.S. et des U.S.A.

Il dénonce :

— Tous les pactes d'alliance, en particulier le Pacte Atlantique qui fait de la France un satellite des U.S.A. ;

— Les initiatives des Gouvernements aggravant la tension internationale ;

— L'occupation ouverte ou cachée des pays de l'Europe centrale et orientale par les troupes des U.S.A. ou les troupes de l'U.R.S.S.

Considérant que la paix ne pourra être assurée que par la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, il dénonce les illusions dans les trêves entre puissances (Potsdam, Yalta, éventuel pacte à Ginevra). Il proclame que le mouvement ouvrier doit utiliser ces trêves pour développer au maximum son propre combat contre le capitalisme ; il ne pourra le faire qu'en dénonçant dans ces trêves un partage du monde réalisé en dehors des aspirations des peuples et ne marquant qu'une étape dans la préparation du conflit mondial.

Le Congrès réclame enfin le retrait des troupes d'occupation d'Allemagne, d'Europe centrale, d'Indochine, et proclame son attachement au principe de la libre détermination des peuples et sa solidarité à l'égard du peuple espagnol en lutte contre l'odieuse régime franquiste, comme à l'égard des peuples coloniaux et semi-coloniaux en lutte contre les impérialismes qui les oppriment.

Il mandate le Bureau pour axer sa propagande générale sur la dénonciation des politiques bellicistes pour populariser des propositions réalisées en faveur :

— De la cessation des conflits (en particulier des guerres coloniales) ;

— De la réduction des crédits affectés à la soi-disant défense nationale ;

— De la diminution du temps de service militaire, et pour promouvoir un rassemblement de plus en plus large et efficace, en vue d'atteindre des buts précis.

CETTE MOTION A ETE REPOUSSEE PAR LE CONGRES.

COMBAT OUVRIER ET PAYSAN

Des raisons indépendantes de notre volonté nous contraignent à reporter à notre prochaine parution nos chroniques d'actualité ouvrière et paysanne.

La Gérante : P. LAVIN

Impr. Centrale du Centre
19, rue du Croissant, Paris
F. ROCHEON, imprimeur